

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Tous pour un ou chacun pour soi : promesses et limites de la coopération régionale en matière de sécurité sous la direction de Michel Fortmann, S. Neil Macfarlane et Stéphane Roussel (dirs.), Québec, Institut québécois des hautes études internationales, 1997, 375 p.

par Jean-François Rioux

Politique et Sociétés, vol. 17, n°1-2, 1998, p. 299-301.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/040116ar>

DOI: 10.7202/040116ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Tous pour un ou chacun pour soi : promesses et limites de la coopération régionale en matière de sécurité

sous la direction de Michel Fortmann, S. Neil Macfarlane et Stéphane Roussel (dirs.), Québec, Institut québécois des hautes études internationales, 1997, 375 p.

Depuis quelques années, les espoirs d'élaborer un nouvel ordre international ont été contrariés par un ensemble de conflits tragiques qui ont fait ressortir la relative incapacité de l'ONU – et aussi des Organismes internationaux gouvernementaux (OIG) régionales – à régler les différends entre États ou entre communautés. Les chercheurs rassemblés dans ce livre tentent de répondre à la question de savoir si les OIG régionales peuvent malgré tout contribuer à assurer le règlement des conflits et la sécurité. Il faut mentionner que la majorité des chapitres du livre ont déjà été publiés par la revue *Études internationales* en 1994 et 1995. Cependant, même si certains de ces textes accusent leur âge à cause des faits et des statistiques qu'ils contiennent, la plupart ne semblent pas trop datés.

Dans toute publication comme celle-ci, on doit s'attendre à retrouver l'éternel débat entre réalistes et idéalistes sur les chances de paix dans le système international. De plus, on doit retrouver le débat classique entre tenants de la primauté de la sécurité mondiale et partisans de l'approche régionale de la sécurité. Le livre ne fait pas exception : tous ces points de vue sont représentés.

Chez les idéalistes, John Mueller croit que les conflits entre États développés sont une chose du passé. Toutefois, ces puissances porteront de moins en moins d'attention aux conflits hors de leurs propres régions, ce qui forcera le développement du régionalisme. Pour leur part, Jean-François Thibault et Andrew Knight estiment qu'une société internationale est en émergence et qu'elle repose en grande partie sur le développement de conceptions d'ordre culturel et normatif dictant ce qui doit être fait pour

vivre en harmonie sur la terre. Comme ces deux auteurs, David Long croit – à l'exemple de David Mitrany, père du fonctionnalisme – que la coopération internationale doit reposer de plus en plus sur les individus et de moins en moins sur les États. Quant à Gosselin, Mace et Bélanger, ils estiment que les droits de la personne et le développement démocratique font désormais partie intégrante du système latino-américain et pourraient donner jour à des relations internationales plus pacifiques dans cette partie du monde. Ces contributions sont généralement de bonne qualité, mais elles recèlent certaines professions de foi libérales ou fonctionnalistes plutôt difficiles à vérifier. Elles n'évitent pas toujours le paradoxe de vouloir résoudre les conflits entre États sans la participation des États eux-mêmes.

Le réalisme traditionnel est bien représenté par Albrecht Schnabel qui, dans une tirade réaliste comme on n'en lit plus en cet âge de rectitude politique, tente de réfuter tous les arguments en faveur de l'utilité des systèmes coopératifs de sécurité, tant régionaux que mondiaux. D'autres auteurs, par exemple Harold Klepak à propos de l'Amérique latine, cherchent à démontrer que les régimes régionaux de sécurité ne sont que des émanations de la puissance des grands États. Les seuls tenants du régionalisme qui ont voulu vérifier empiriquement leurs thèses sont Roussel et Fortman, qui tentent de démontrer que, contrairement à ce que l'on répète habituellement, les institutions européennes ont eu une certaine influence modératrice sur le conflit yougoslave. Le courage de cette thèse doit être souligné. Hélas leur texte, paru il y a longtemps, ne couvre pas la conclusion du conflit, et il aurait été profitable qu'il le fasse.

Les objections concernant le régionalisme sont plus nombreuses. On note en particulier celle de Neil S. McFarlane qui, dans des recherches récentes en collaboration avec Thomas Weiss, a tenté de démontrer systématiquement les faiblesses des organisations régionales dans la résolution des conflits et le rôle capital des grandes puissances. Neil S. McFarlane analyse le cas de la Communauté des États indépendants, une illustration plutôt évidente de son propos. Brian Job partage ce scepticisme, mais manifeste une prudente réserve quant à la thèse selon laquelle la coopération économique et sociale pourrait à long terme améliorer l'impact du régionalisme sur la paix.

Malgré sa longueur et la qualité de la plupart de ses contributions, l'ouvrage présente une vision incomplète de la question du régionalisme dans la sécurité. Plusieurs textes sont redondants, alors qu'il aurait fallu inclure des articles présentant d'autres perspectives ou traitant d'autres cas. Par exemple, certaines approches radicales comme le postmodernisme ou la théorie de la dépendance auraient du être représentées, ne serait-ce que pour procurer d'autres points de référence et élargir le débat. De plus, des études empiriques et quantitatives auraient pu aider à distinguer les cas d'exception des tendances lourdes et à répondre aux questions que pose le rôle des facteurs économiques et sociaux dans l'élaboration de la paix au niveau régional. Les textes se concentrent surtout sur l'Europe et l'Amérique latine. On aurait aimé lire des essais sur d'autres régions, telles que l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud, qui permettraient d'analyser notamment le

rôle des idéologies, des différences culturelles et de la faiblesse des moyens dans le domaine de la sécurité régionale.

Les directeurs de la publication présentent des chapitres d'introduction et de conclusion succints et instructifs. Toutefois, un élément de la conclusion étonnera peut-être certains lecteurs. Les auteurs critiquent le néolibéralisme pour ses contradictions et pour son inutilité dans la pratique politique, et suggèrent une révision en profondeur du paradigme. Cela est beau et bon, mais le réalisme ne reçoit pas la même critique. Pourquoi ? Est-ce que les libéraux réussissent vraiment moins bien à démontrer leurs thèses ? L'échantillon de textes du livre est-il révélateur de cela ? Pourquoi les échecs de la résolution des conflits affaiblissent-ils le libéralisme plus que les succès de la coopération ne minent le réalisme ?

Jean-François Rioux
Hull, Québec